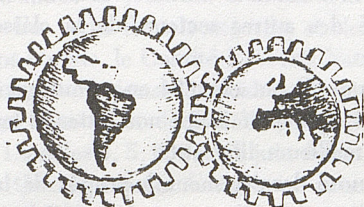


BIOSAL



Supplément à CIAL-ALAI

Bulletin D'Informations Ouvrières et Syndicales de L'Amérique Latine

BI-MENSUEL

Prix au Numéro 5FF

Bul. N.° 15 - année

15 août 1979

PEROU: VÈME CONGRES DE LA FEDERATION

NATIONALE DES MINEURS ET METALLURGISTES

La Fédération Nationale des Mineurs et Métallurgistes du Pérou, organisation ouvrière qui a joué un rôle très important dans les luttes populaires du pays, au cours de ces derniers mois, a convoqué son Vème Congrès National. L'importance de cet événement nous a décidés à publier le texte complet de la convocation faite par le Comité Exécutif National de la Fédération. Nous publierons bientôt les résolutions prises au cours de ce Congrès.

CONVOCATION

Dès les débuts de la pénétration du capital impérialiste dans notre pays, et particulièrement dans la production minière, le prolétariat minier a constitué, et constitue encore, un bastion de combat et de lutte contre l'exploitation économique, sociale et politique de l'impérialisme et de ses agents de service.

Des affrontements violents et héroïques ont eu lieu dans la lutte pour les revendications d'un contenu historique profond, réclamant et conquérant des droits et des avantages, et relevant, constamment le drapeau de l'anti-impérialisme par la ligne et les méthodes de classe du prolétariat. Les expressions les plus sacrifiées et les plus élevées sont restées gravées dans l'histoire de la classe ouvrière et du peuple péruvien, dans la lutte pour notre émancipation. Résultat : Malpaso (1930), Morococha, Cerro de Pasco, Toquepala (1961), Oroya (1971). La grande grève minière (Août 1978) représentent les principaux buts de la lutte pour l'amélioration des salaires, des conditions de travail, des droits syndicaux et politiques. En conséquence, et à la lumière de ces luttes nous avons forgé et renforcé notre Fédération Nationale des Mineurs et des Métallurgistes du Pérou.

Le renforcement classiste de nos organisations et de nos détachements ouvriers, constituent un problème grave et sérieux pour les plans du Gouvernement Militaire tendant à approfondir l'exploitation capitaliste, à garantir impu-

nément la pénétration du capital impérialiste dans la production de minéraux de notre pays. Sous les auspices de l'Etat, le capital impérialiste a réalisé d'importants investissements, dans le but de multiplier ses gains et ses intérêts, à l'intérieur de nos terres, tout en cherchant à contrôler la production de minéraux stratégiques pour ses plans mondiaux. Le gouvernement militaire considère pour sa part, que la production minière représente la plus grande part de devises nécessaires au paiement de la lourde dette publique externe avec laquelle on est en train de financer la modernisation du capitalisme dans notre pays, au moment où des millions de travailleurs de la ville et de la campagne continuent de s'appauvrir.

Face au développement de la crise interne à laquelle s'ajoutent les effets de la crise mondiale du capitalisme, le gouvernement militaire a accéléré, ainsi qu'il continue de le faire, sa politique de répression chaque fois plus aiguë, aussi bien dans le domaine économique que politique, cherchant à décharger tout le poids de la crise sur les épaules des travailleurs : le chômage, les licenciements des dirigeants, la réduction des salaires, la violation des droits syndicaux, démocratiques et politiques, le déploiement de la répression sous toutes ses formes et l'intromission étatique de nos organismes.

Contre toutes ces plaies du capitalisme, propres à un gouvernement réactionnaire, des millions de travailleurs ainsi que les secteurs populaires se mobilisent par des arrêts de travail, des grèves de Fédérations par branche, par département et par région, réussissant à concrétiser la Grève Nationale historique du 19 juillet 1977, face à quoi la dictature militaire déchaîna toute sa fureur réactionnaire en renvoyant plus de 5.000 dirigeants, mais se vit obligée d'accorder une issue politique par la promulgation du «chronogramme de transfert du pouvoir aux civils» en tant que mécanisme de réponse au progrès des masses et aux conditions prônées démagogiquement par l'impérialisme nord-américain.

40 P 9802

A partir de cet instant, les luttes revendicatives de la classe ouvrière et du peuple exploité, restent toujours en suspens, et se succèdent les unes après les autres pour arriver de nouveau aux deux grèves nationales de février et mars de 1978.

Mais cette fois, les masses exploités durent non seulement s'affronter à la politique économique et répressive de la dictature mais également aux partis réactionnaires, qui en pleine campagne électorale pour l'Assemblée Constituante, par des accords et des transactions entre Morales, Bermudez et el Apra, principalement dans le but de couvrir la retraite des militaires, se démontrent mutuellement qu'ils sont les meilleurs représentants des intérêts de l'impérialisme et de la bourgeoisie.

Pendant toutes ces journées de lutte, le prolétariat des mineurs et métallurgistes, à travers notre glorieuse Fédération Nationale, a été présent en première ligne, dans la lutte pour la conquête de l'unité syndicale, pour l'unité dans l'action.

Ainsi en 1973, alors que nos luttes étaient freinées et trahies en permanence par la direction de la CGTP, nous ripostâmes en nous écartant de ces lignes afin de ne pas entâcher l'indépendance de classe des mineurs par les conceptions et les politiques réformistes de cette «camarilla» qui se maintient du pouvoir.

Nous, qui contribuons par des luttes innombrables à la création et à la reconnaissance de cette indépendance, avons décidé de ne plus adhérer à la CGTP et de continuer à lutter pour une direction classiste et conséquente de tout le mouvement ouvrier et populaire.

Ce chemin de lutte constitue le dépassement constant de rudes difficultés, obstacles que nous tendent nos ennemis de classe. Cependant, bien que l'Etat d'Urgence de la Mine décrété en mai 1976, par le D.L. 21462, atteigne le Droit de Grève, de stabilité de l'emploi et autres droits syndicaux, nous avons livrés de nombreux combats, tels ceux des syndicats des mineurs du centre, des travailleurs de la Southern, les démarches de sacrifices, la grève héroïque de la faim des travailleurs licenciés (1977) de Toquepala, des Métallurgistes de Ilo, Area de Ilo, Cerro Verde, Centromin et autres formes de luttes qui débouchèrent sur notre Grande Grève Minière d'Août 1978, sommet des luttes suivies par les instituteurs, les employés des assurances, des banques, des fonctionnaires et de nombreux autres syndicats industriels.

Ce furent les travailleurs de la mine et les métallurgiques qui avancèrent une perspective claire face aux élections de l'Assemblée Constituante lorsque après les VIème et VIIème Assemblées Plénières de 1977 ils décidèrent de lancer un soulèvement armé, appelant les forces syndicales et politiques à constituer le Front Révolutionnaire des Masses, promouvant et obtenant l'Unité Démocratique Populaire (UDP), sauvegardant ainsi leur indépendance politique et syndicale de classe, face à la mascarade électorale de la dictature et de l'Apra ainsi que les autres partis réactionnaires.

Le potentiel contenu dans le mouvement minier et métallurgiste garde notre mobilisation unitaire, intacte, en aiguisant la combativité des autres secteurs de la classe ouvrière et du peuple.

C'est pour ces raisons qu'ils ont cherché en permanence à rompre notre unité, à séparer et isoler nos luttes, à les violer en massacrant nos meilleurs dirigeants.

Voici ce que l'on a noté dernièrement à propos de la grève des quatre syndicats de l'entreprise impérialiste Southern Peru Copper Cord., où l'on reprend la lutte pour le rétablissement et la revitalisation de leurs organisations syndicales durement frappées.

Le prolétariat minier et métallurgiste de même que l'ensemble du prolétariat et des masses populaires, traversons un moment transitoire de repli de nos luttes, en particulier depuis le lock-out national échoué les 9, 10, 11 janvier, mais nous nous trouvons de nouveau face au redémarrage de l'action des secteurs des instituteurs du SUTEP, des travailleurs de la FENTUP, de la Sécurité Sociale, de la Banque Nationale, et de la Fédération des banques, des contingents paysans en lutte pour la terre et des autres secteurs populaires.

Ce réveil combatif de nos détachements est la démonstration de nos forces classistes forgées au cours de nombreux combats dans lesquels nous occupons une place d'avant-garde.

C'est pourquoi nous recevons de nombreuses attaques de la part du Gouvernement militaire, des entreprises minières, des partis réactionnaires (Apra, PPC, AP, etc.) et jusqu'à l'intérieur de nos rangs, où les courants réformistes cherchent à s'installer promouvant les «Fédérations parallèles», créées par la dictature dans son désir désespéré de diviser le secteur minier prétendant détruire notre fédération : tel le cas de l'ancien conseiller Ricardo Diaz Chavez, qui poussé par un désir personnel donna lieu à la campagne contre notre SEN, campagne approuvée par le Ministère du Travail afin de notifier la déclaration d'acéphalie de notre matrice.

Cet ensemble d'attaques et de manœuvres relativement banales, n'ont pas été favorisées par la riposte classiste de la base, mais nous devons rester en alerte car la campagne syndicaliste de l'Apra a également approuvé la confusion et les faiblesses semées afin de s'introduire habilement dans les syndicats : tel est le cas de Hierro Peru (Marcona).

C'est dans ces conditions difficiles que l'ensemble de nos bases s'activent aux préparatifs de notre Vème Congrès National, resté en suspens, depuis 1978.

Au cours des XIème, XIIème Congrès Plénières extraordinaires, nous avons fixé une date, cependant les innombrables problèmes et les difficultés que nous avons du traversé empêchèrent sa planification, raison pour laquelle pendant le XIIIème Congrès Plénaire National Extraordinaire des 7 et 8 avril nous avons décidé à l'unanimité de nommer une commission d'appui au SEN, qui renforce les tâches préparatoires pour les dates du mois de juin, mais du fait des tâches ardues qui découlent des luttes

des syndicats du Sud nous dûmes de nouveau retarder les dates.

En vertu de tels accords, et des pouvoirs conférés par nos statuts, le Comité Exécutif National convoque le Vème Congrès National Ordinaire de notre Fédération Nationale des Mineurs et de Métallurgistes du Pérou, qui se tiendra à Lima les 4, 5, 6, 7, et 8 juin de cette année.

Que le présent Congrès se situe dans la préoccupation quotidienne de tous et de chacun de nous, de nos bases syndicales, non pas comme elle est établie dans le statut

mais en tant que la mobilisation enthousiaste de nos efforts les plus chers pour obtenir des accords qui conduisent nos pas avec sûreté.

Que le Congrès représente une halte au cœur de la bataille afin d'approfondir et de se mettre, après réflexion, à la hauteur des responsabilités historiques que le prolétariat minier et métallurgiste doit accomplir, sur le chemin de la construction d'une nouvelle société sans exploitation ni exploité : c'est-à-dire, une société socialiste.

RENCONTRE SYNDICALE LATINOAMERICAINE

CONCLUSIONS DE LA COMMISSION No. 1

«LES MULTINATIONALES» (LES EFFETS DE LA SUR-EXPLOITATION DANS CHACUN DES PAYS DE L'AMERIQUE LATINE

Comité Préparatoire :

- . CGT - République Dominicaine
- . CNT - Guatemala
- . CCS - El Salvador
- . CEDOC - Equateur

Quito, 18 à 25 juin 1979

TABLE DE MATIERES

LES MULTINATIONALES

- 1.- Etape du capitalisme où naissent et se développent les multinationales.
- 2.- Le pouvoir des multinationales.
- 3.- Formes et tactiques de pénétration et leur fonctionnement.
- 4.- Quelques conséquences de l'intervention des multinationales dans nos pays.
- 5.- La crise capitaliste et le rôle des multinationales en Amérique Latine.
- 6.- Quelques conclusions sur les effets de multinationales.
- 7.- La situation de la classe ouvrière et ses alternatives.

LES MULTINATIONALES

1. - Moment du capitalisme où elles surgissent et se développent.

L'expansion du capital, à la fin du siècle dernier, parvient à un développement inusité.

Le phénomène qui caractérise la phase supérieure du capitalisme, la phase impérialiste, se définit par la monopolisation croissante de l'économie au dépend de la libre concurrence, la concentration de capitaux, la centralisation, la fusion du capital bancaire et industriel donnant pour résultat le capital financier, l'intervention le plus souvent directe de l'Etat des centres hégémoniques du système dans les diverses régions du monde et la politique correspondante d'intervention et d'agression menée,

afin de soumettre l'économie périphérique aux desseins du capital.

Avec plus ou moins de variantes, mais en conservant et en développant la pénétration et l'ingérence dans le monde entier, le capital monopolique incide de manière plus agressive à partir de la seconde post-guerre.

L'impérialisme actuel correspond à une structure monopolique-étatale et d'intégration vers les USA. Lorsque cette structure se consolide dans la seconde post-guerre, l'élément fondamental constitue l'expansion de l'industrie nord-américaine et le couronnement du dollars comme monarque financier international, après la conférence de Bretton Woods à la fin de la décennie des années 40 ; c'est le début de l'apogée des Multinationales (1).

L'affirmation de pouvoir nord-américain se donne d'autre part à travers le plan Marshall et la pénétration des investissements nord-américains dans le monde occidental. Ainsi la reconstitution du capitalisme hors des frontières nord-américaines se produit ainsi ; processus dans lequel l'association des bourgeoisies nationales avec le capital yankee joue le rôle déterminant.

Sans concurrents, l'occupation économique de l'Occident capitaliste de la part des USA s'appuiera avec l'implantation de l'intervention et du contrôle politique et militaire vérifiés par une série de traités et d'organismes établis avec cet objectif.

Les conditions dans lesquelles se donne la prospérité nord-américaine après le conflit mondial peuvent se résumer en ceci : l'apothéose de la dite grande célébration dans les années 50 et le formidable «boom» Kennedy-Johnson, coïncidant avec l'escalade au Viet-Nam dans la décennie suivante et complétée intérieurement avec les formules raffinées de l'arsenal Keynesien de militarisation de l'économie, de dégrèvement des entreprises, de développement des constructions, des services publics, etc. Pourtant, la situation avantageuse de l'économie aura tendance à changer dû à l'artificialisation des bases de maintien de la montée précédente. La récession survient à partir de 1968 ; en 1971 le déséquilibre persistant de la balance financière des USA, impose à ce pays le besoin d'obliger ses «riches associés» de l'Occident à accepter la distribution des frais pour la défense du capitalisme mondial. La politique

de Nixon dans ce sens s'objective à l'imposition des réévaluations monétaires dans les pays capitalistes développés, mais totalement dépendant jusqu'à ce moment des décisions nord-américaines. L'effet «bénéfique» durera peu de temps pour le capitalisme, exprimé dans les thermes antérieurs. Les manifestations de la crise surviendront pour l'économie nord-américaine et pour son contrôle absolu sur le monde capitaliste avec les dévaluations successives du dollars de décembre 1971 à février 1978. A cela s'ajoutera, étant donné le moment le plus fort du système impérialiste de la post-guerre, la dite «crise énergétique». L'épuisement de quelques «miracles» publicitaires (spécialement le brésilien et le japonais) sont des éléments qui contribuent aussi à définir la crise.

Actuellement dans l'impérialisme, on observe une concurrence entre les pays capitalistes développés, expression de combat qui se constate dans le contrôle de l'économie mondiale de la part des multinationales, sans que cela vaille dire que les USA aient perdu leur caractère de puissance capitaliste dominant (2).

2. - Le pouvoir des multinationales.

Actuellement les multinationales ne cessent de s'accroître et leur pouvoir est énorme. Elles imposent des prix aux matières premières, aux produits manufacturés et aux aliments. Elles maintiennent des zones sous-développées pour leur réserve de main d'œuvre à bon marché, elles contrôlent et maintiennent le chômage, elles créent et suppriment des gouvernements selon leurs intérêts, assurent la paix ou provoquent la guerre, aussi selon leurs intérêts. Tout dépend du bénéfice qu'elles effectuent.

Il suffit de citer comme exemple que dans les cent puissances économiques les plus fortes du monde, 49 sont des pays et 51 des entreprises multinationales ; et en y regardant de plus près, les 26 premières puissances, 13 sont des multinationales. 13 entreprises ont beaucoup plus de pouvoir que l'immense majorité des pays dans le monde !

Le budget économique de chaque pays latino-américain est inférieur à celui de la Général Motors, EXXON, FORD, Général Electric, Shell, Chrysler, IBM, Unilever, Movil Oil, Texaco, ITT et beaucoup de autres encore.

2.1. - Comment elles s'étendent et se concentrent.

L'expression la plus évoluée des multinationales, le conglomérat, est le résultat de la fusion de plusieurs entreprises qui s'unissent avec le but de conquérir tout le marché mondial. Parmi les groupes multinationales, il existe une concurrence aigüe, mais face à nos pays ils fusionnent et se montrent cohérents, en se concentrant vers un point qui tend à nous conquérir et à nous dominer. Ainsi, par exemple, dans l'industrie de l'alimentation, en 1971, seulement 29 allaient au delà du million de dollars dans le volume des affaires, en 1980, elles seront 50 et pour 1985 on en prévoit 60. En Amérique Latine elles sont passées de 13 en 1929 au 50 en 1950 ; 116 en 1961 et 222 en 1967. L'effet que cela produit en termes généraux

pour nos pays signifie que d'exportateurs d'aliments, nous sommes passés à importateurs.

2.2. - Les multinationales sont de plus en plus fortes.

En effet, les entreprises multinationales croissent beaucoup plus vite que n'importe quel autre pays du monde même si celui-là est très développé. Il suffit de signaler que les 300 entreprises multinationales les plus importantes sont trois fois plus riches que les banques centrales de tous les pays occidentaux et que seulement 40 entreprises contrôlent 70% de la production industrielle de l'Amérique de Nord, de l'Europe occidentale, de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Océanie. Sept entreprises contrôlent tout le pétrole, 15 l'industrie pétrochimique (dérivés du pétrole), 10 l'électronique, 8 la production de caoutchouc et de pneus, 5 l'industrie du verre, 9 la production mondiale de papier, 10 l'industrie de l'alimentation ; de plus, 12 banques se partagent toutes les affaires mondiales, en monopolisant aussi les finances de leur propre pays d'origine.

Les multinationales s'approprient nos matières premières en imposant des prix de monopole, lesquels tendent à devenir plus haut que les prix de revient. Ainsi, le phénomène d'assujettissement de nos pays qui dépendent fréquemment d'un ou de quelques produits de base se définit par l'instabilité économique qui se convertit et prend la forme de fonctionnement et de remise des richesses nationales aux entreprises multinationales.

Comme exemple absolu des transnationales en ce qui concerne la décision sur le sort de notre économie, nous signalerons : le contrôle et l'imposition des prix sur les céréales, la viande, la laine et l'uranium en Argentine ; l'étain, le zinc et le wolfran en Bolivie ; le soja, le café et les diamants au Brésil ; le cuivre et l'argent au Chili ; le café, l'or, les émeraudes, le pétrole et le gaz en Colombie ; les bananes et le café à Costa Rica ; le coton et le pétrole au Mexique ; le tabac et le sucre à Puerto Rico ; la bauxite au Surinam ; la viande et la laine en Uruguay ; le cuivre, l'argent, le zinc, le pétrole et le plomb au Pérou.

L'orientation du fonctionnement du capital transnational se donne principalement vers le secteur manufacturier. Une donnée pourrait nous apporter un parfait exemple sur cette tendance : 24% des investissements étrangers

américains se dirigent en 1929 vers les secteurs manufacturier dans le monde, contre 7% seulement en Amérique Latine. En 1972 ces chiffres s'élèvent respectivement à 42% et 33%. Les effets que la pénétration multinationale croissante occasionne dans le secteur manufacturier, désarticulent le rapport entre les besoins productifs et les ressources nationales à produire. Il en résulte la pénétration d'une technologie qui n'obéit pas à l'existence de propres ressources et qui se maintient plutôt jusqu'à «obtenir» un résultat plus important de bénéfices en réduisant la main d'œuvre et en implantant des processus de production qui sont dirigés pour soutirer le plus d'accumulation, cela en commençant par donner la priorité à la technique et en substituant la main d'œuvre.

Suite dans le prochaine numéro